



«CE N'EST PAS LA COLLECTE DE DONNÉES À PUR BUT ÉPIDÉMIOLOGIQUE QUI POSE PROBLÈME, MAIS L'UTILISATION ABUSIVE DE CES DONNÉES.»

MONIQUE LEHKY HAGEN PRÉSIDENTE DE LA SOCIÉTÉ MÉDICALE DU VALAIS P.8

La surcharge administrative inquiète les généralistes

CRANS-MONTANA Des spécialistes de la santé se demandent si le projet de collecte des données statistiques n'était pas en train de tuer la profession.

PAR PASCAL.GUEX@LENOUVELLISTE.CH



Le projet de collecte de données statistiques MARS arrive en phase décisive. Avec l'objectif de mieux comprendre le système sanitaire suisse.

Les contraintes administratives peuvent-elles plomber les vocations de futurs médecins généralistes? Des spécialistes de la santé ont profité ce dernier samedi de la vitrine de Quadrimed – congrès organisé par les quatre cliniques de Montana – pour se demander «si la statistique n'est pas en train de tuer la profession». En cause: le projet de collecte de données statistiques MARS (pour Modules Ambulatoires des Relevés sur la Santé) qui arrive en phase décisive. Avec l'objectif de mieux comprendre le système sanitaire suisse, notamment de la médecine ambulatoire. «En général, tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il est indispensable de disposer de bases de données de bonne qualité. Mais les esprits s'échauffent par rapport à la façon de le faire et surtout à l'utilisation ultérieure prévue de ces données à but de surveillance», déplore Monique Lehky Hagen, présidente de la société médicale du Valais.

Si cette entité s'engage fortement pour une politique de la santé basée sur des données objectives, elle s'oppose par contre à l'obligation de livrer des infos qui seront utilisées pour des soi-disant contrôles de qualité et d'économie. «Ce n'est pas la collecte de données agrégées à pur but épidémiologique qui pose problème si elle est faite de façon adéquate, mais bel et bien l'utilisation abusive de ces données pour surveiller des entreprises individuelles», insiste Monique Lehky Hagen. Selon elle, un contrôle de l'économie de gestion du cabinet serait donc contraire au but de la loi et à la protection des données! «On n'a pas besoin de récolter toutes les données de comptabilité de chaque boulanger suisse pour déterminer le prix du pain! Ce serait complètement disproportionné. Il est donc inacceptable d'alourdir la charge administrative des médecins déjà surchargés suite à la pénurie médicale».

Pour une solution allégée

La présidente de la société médicale souhaite ainsi un MARS allégé, «au risque de se confronter à un refus de participation massif et justifié des médecins!»

Samedi, d'autres praticiens ont dit leur souci de voir ces statistiques biaisées ne servir qu'à restreindre un peu plus leur marge de manœuvre. Président de la Société suisse de médecine générale et vice-président de Médecins de famille Suisse, le Saviésan François Héritier craint que ces sondages à répétition ne contribuent à instaurer un climat de suspicion autour de la profession. «On a l'impression que l'on embête l'immense majorité des médecins qui font bien, voire très bien, leur travail pour essayer de coincer les quelques pourcents de «brebis galeuses» qui vont de toute façon continuer à tricher.» Une mauvaise interprétation de données pourrait en effet mettre en péril la survie d'une prise en charge ambulatoire économique et l'attractivité de la profession. «La défiance et l'excès de contrôles peuvent contribuer à décourager certaines vocations alors que l'intérêt des jeunes pour la profession de médecin de famille est en net redressement, après un trou d'une dizaine d'années qu'il nous reste à combler» prévient François Héritier.